

Si les échanges commerciaux constituaient le total de nos comptes internationaux, la valeur de notre dollar aurait baissé régulièrement par suite du déficit annuel. Cela aurait permis d'abaisser le prix des produits canadiens à l'étranger et d'augmenter celui des produits importés au Canada; les forces du marché financier nous auraient amenés à réduire nos importations de biens de consommation. Dans ces conditions, notre niveau de vie en aurait souffert. Si nous avions dû nous mettre à fabriquer les biens que nous importons habituellement, leur coût n'en aurait été que plus élevé car notre marché national n'est pas assez étendu pour que notre production soit économiquement rentable. Nous aurions pu réaliser des économies d'échelle en trouvant des débouchés internationaux pour notre production, mais cela se serait avéré difficile en raison du protectionnisme international qui met les économies nationales étrangères à l'abri des importations de produits manufacturés.

Nous aurions pu surmonter ces obstacles, mais seulement en maintenant nos coûts de production—qui, d'ailleurs, comportent un haut coefficient de main-d'œuvre—à un niveau relativement bas. Comme vous le voyez, nous serions dans un cercle vicieux et cela démontre bien, comme je le disais au début, que cette politique aurait entraîné une diminution du niveau de vie au Canada. Le Canada a eu la chance de ne jamais se trouver dans une telle situation économique, car notre balance des paiements ne se limite pas simplement à notre balance commerciale. Elle comprend également la balance des capitaux qui a toujours largement compensé notre déficit commercial. Ce compte enregistre les entrées et les sorties de capitaux. Il s'est toujours avéré excédentaire, beaucoup plus que notre balance commerciale n'était déficitaire. Ce compte reflète l'empressement du monde extérieur à consentir des prêts au Canada, à acheter des biens et des entreprises du Canada et à y investir des fonds. Cette entrée de capitaux a développé notre économie, a amené les ressources au marché, et a fourni des emplois aux Canadiens. Naturellement, le capital étranger a été complété par une participation croissante du capital canadien local.

• (4.00 p.m.)

La comparaison du capital étranger avec le capital local est un thème très populaire de nos jours. Cette question a lancé des carrières politiques et en a ruiné, et à en juger par l'expérience de l'honorable Stan Randall, ex-ministre du Commerce et du Développement de l'Ontario. Je ne veux pas répéter ma propre position, déjà consignée d'ailleurs au hansard, mais en ce qui concerne cette argumentation monétaire, je dois noter que nul de ceux dont j'ai entendu les opinions sur le sujet—du plus fervent continentaliste idéologique au premier ministre provincial le plus désespéré qui représente une région de marasme et qui cherche seulement à créer des emplois pour sa province—n'estime préférable d'utiliser des capitaux étrangers au lieu de capitaux canadiens. La somme de ce que dit l'extrême droite c'est qu'il n'y a pas de différence entre les capitaux étrangers et canadiens et même s'il y en a une nous avons tout de même besoin des capitaux étrangers parce que les capitaux canadiens ne suffisent pas à engendrer la croissance économique. L'argument que j'ai lentement développé est le suivant: il existe en effet une différence entre les capitaux étrangers et les capitaux canadiens, une différence monétaire extré-

mement importante et tout à fait indépendante des arguments fondés sur le nationalisme.

Pour revenir à mon examen des trois éléments qui composent notre balance des paiements, le troisième est le compte des invisibles. Il reflète les voyages internationaux, et les frais de navigation, mais pour le Canada il consiste surtout en paiements d'intérêts, en dividendes, en redevances et en frais de gestion. La balance en a toujours été défavorable, ce qui veut dire que nous payons plus que nous ne recevons de l'étranger. Heureusement, à cause de notre croissance économique constante, les invisibles ne compromettent jamais pleinement notre balance positive de capitaux. Les capitaux étrangers ont continué d'affluer au Canada à un rythme beaucoup plus grand que n'a été payé le rendement sur les capitaux déjà investis. Comparons notre situation à celle de pays de l'Amérique latine où le service de la dette à l'étranger surpasse à lui seul toutes les autres transactions internationales. En résumé, le compte des invisibles est loin de compenser la balance positive de notre compte de capitaux.

Je résume: notre dollar canadien n'a pas fléchi constamment pour traduire notre déficit commercial à cause de l'excédent de notre balance des capitaux. Ce sont les entrées soutenues de capitaux qui nous ont permis de payer nos importations, surtout des biens de consommation, je l'ai déjà signalé, auxquelles nous n'aurions pu substituer nos propres produits économiquement.

Chose remarquable, depuis deux ans la tendance traditionnelle de notre balance des paiements a disparu. Bien peu de Canadiens, je crois, en saisissent la portée. A mon avis, le gouvernement n'a pas encore pris la situation bien en mains. On a dit qu'il s'agissait d'une crise du change à rebours. La crise tient à ce que notre balance commerciale est enfin devenue excédentaire. Le mercantilisme du XVIII<sup>e</sup> siècle y verrait une excellente chose. Le monde des affaires en est fier, et le gouvernement en est très fier.

D'après les prévisions sur la vente de nos ressources naturelles dans les marchés du monde, nous devrions avoir une balance favorable aussi longtemps que nous le voudrions. Mais pour en arriver là, nous nous sommes heurtés à une loi monétaire inexorable. Lorsque l'excédent de la balance commerciale et de la balance des capitaux n'est pas entièrement compensé par le déficit de la balance des invisibles, la valeur du dollar canadien monte. Nous en sommes aujourd'hui exactement au même point que lorsque le cours du dollar, fixé à 92.5 cents, a été débloqué. Le gouvernement a encore investi 5 milliards de dollars pour garder notre dollar au-dessous du dollar américain. Cet investissement représente une subvention à l'exportation et à la fabrication de marchandises au pays pour soutenir la concurrence des importations. Mais je ne vois pas comment le gouvernement réussira à contenir la pression exercée par l'afflux net.

Ce matin, le *Globe and Mail* publiait un article qui demandait de fixer le dollar à près de 92.5 cents. Cette demande est d'une triste naïveté. Cela revient à demander au gouvernement d'un petit pays de risquer toutes ses ressources pour appuyer le dollar américain. Cela ferait de notre dollar la meilleure affaire au monde et des hordes de spéculateurs étrangers se hâteraient de profiter de cette forme de subvention du gouvernement. Il est impossible de faire face à la perspective à long terme d'un déséquilibre suscité par un dollar subventionné.